

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Où va Israël ?

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 10 mai 2017

Démocratie & Socialisme

Nous publions ci-dessous la chronique Palestine de notre ami Philippe Lewandowski, parue dans Démocratie&Socialisme n°243 de mars 2017.

La question est rarement posée. Serait-ce par crainte de se heurter à une impasse ou de découvrir des réalités qui dérangent ? Approfondir cette problématique peut cependant s'avérer cependant digne d'intérêt, tant pour la compréhension d'une situation donnée que pour l'élaboration d'une stratégie offrant effectivement une prise à l'action politique.

La conquête de la Palestine par des immigrants d'origine européenne a donné naissance à un État bien particulier : Israël. Les populations palestiniennes autochtones se sont vues dépossédées de leurs terres, chassées et enfermées dans ce qui s'apparente à des réserves plus ou moins hermétiquement enclavées, à l'exception d'une minorité qui s'est vue dotée d'un statut de citoyenneté de seconde catégorie.

La « ligne verte » censée délimiter des territoires distincts, bien que subsistant de jure dans le droit international et les déclarations diplomatiques occidentales, est allègrement bafouée de facto, que ce soit par un mur déclaré illégal par la communauté internationale, ou par une colonisation ininterrompue des territoires occupés, quelle que soit la couleur du gouvernement présent - sans oublier les annexions unilatérales qui ne sont proclamées et reconnues que par la Knesset (le parlement israélien). Le mythe du retour tient lieu d'histoire ; l'arrogance et la mise en scène [1] de relations publiques ; le tout sous l'égide d'une sorte d'aveuglement volontaire.

Ce qu'ils ne veulent pas voir

Ce qu'ils ne veulent pas voir, ce sont les Palestiniens, à l'intérieur tout comme à l'extérieur des frontières qui leur sont assignées. Ce qu'ils ne veulent pas voir, ce sont d'autres êtres humains, qui eux aussi aspirent à une vie plus digne, à la justice, à la sécurité. Ce qu'ils veulent nier, c'est que sous l'occupation militaire ou sous les changements toponymiques qu'ils ont imposés, la Palestine n'a pas disparu, ne peut pas disparaître. Et qu'il leur faudra faire avec.

Ce dont ils ne veulent pas convenir, c'est que les temps des conquêtes glorieuses sont révolus, c'est que le rêve du grand Israël (jusqu'au Jourdain, voire, pour certains, « *du fleuve d'Égypte à l'Euphrate* ») est à mettre au placard, c'est qu'il leur faut apprendre à cohabiter avec l'autre sur un pied d'égalité.

Ce dont ils craignent de se débarrasser, c'est le militarisme et la paranoïa. Ce qu'ils ont peur de perdre, ce sont des privilèges très concrets, et que rien ne peut justifier.

Tentations

Pour ceux qui s'arcbutent sur des positions intenable en démocratie, ce ne sont pas elles qui les gênent, mais cette dernière qu'il s'agit de relativiser, voire de remettre en question [2]. Les colons sont à l'offensive : racisme décomplexé, vol de terres et de récoltes, nettoyage ethnique, et assassinats s'arborent comme des décorations. Les risques sont négligeables, la mansuétude des juges garantie, la bienveillance des soldats des forces d'occupation acquise. Ne disposent-ils d'ailleurs pas de toutes les armes qu'ils souhaitent pour « se défendre » ?

Ils savent que le gouvernement a besoin d'eux pour des raisons électorales, ils poussent donc en avant, en faveur

de mesures dures, au mieux de ce qu'ils imaginent être leur intérêt. Tout dissident est considéré comme un traître, donc comme une cible en puissance. L'intimidation psychologique et physique entre dans les moeurs ; et c'est à juste titre que ceux qui pensent autrement font état de leur inquiétude [3].

Le danger est d'autant plus à prendre au sérieux que l'armée officielle s'avère perméable à cette propagande pernicieuse, au point que certains membres de l'état-major s'en émeuvent : des soldats sont plus réceptifs à ces réseaux qu'aux consignes des officiers.

Et demain ?

Le projet sioniste est dans l'incapacité de se développer toutes voiles dehors. Il n'est cependant pas à bout de souffle. Il continue son grignotage, dounam après dounam [4], colonie après colonie. Lui résister est difficile. Et ceux qui s'y emploient ont besoin d'un soutien qui ne se limite pas à des conférences ou des déclarations. Ceux qui déclarent qu'il est hors de question d'exercer des pressions sur l'État israélien se montrent complices de l'inacceptable. Nous revendiquons le droit de le critiquer. Des pressions sont nécessaires. C'est à cela que peut servir la suspension d'accords de coopération ou la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS). Ne lui faisons pas défaut.

[1] L'exemple du démantèlement de certaines colonies (Amona, bande de Gaza) est ainsi mis en exergue, mais des milliers de nouveaux logements se construisent juste après sur d'autres terres occupées.

[2] Cf. Les colons, long métrage de Shimon Dotan, 2015.

[3] Michel Warschawski, « [Vers le fascisme](#) », consulté le 07-03-2017.

[4] 1 dounam (ou dounoum) = environ 1 000 m².